

N° 198/CA du Répertoire

N° 03-179/CA du Greffe

Arrêt du 08 décembre 2005.

Aff : FANOU K. Pierre

C/

- Préfet du Zou

République du Bénin

Au Nom du Peuple Béninois

Cour Suprême

Chambre Administrative

La Cour,

Vu la requête en date à Covè du 31 octobre 2003 enregistrée au greffe de la Cour Suprême, par laquelle Monsieur Pierre K. FANOU, a sollicité de ladite Cour l'annulation de l'arrêté préfectoral n°2003-n°4/167/PDZ/SG/SAP du 03 novembre 2003 portant constatation de sa destitution de ses fonctions de la Commune de Covè ;

Vu une deuxième requête en date à Covè du 04 novembre 2003 enregistrée le 06 novembre 2003 sous n°711/GCS du greffe de la Cour, par laquelle le susnommé a demandé à la même Cour de surseoir à l'exécution de l'arrêté préfectoral ci-dessus cité ;

Vu le courrier en date à Cotonou du 12 décembre 2003 enregistré le 24 décembre 2003 sous n°814/CS/CA, par lequel Monsieur Pierre K. FANOU a fait parvenir son mémoire ampliatif à la Cour ;

Vu les courriers n°0936/GCS et 0937/GCS en date du 11 mars 2004 transmettant la demande aux fins de sursis et les pièces y annexées respectivement au Préfet des départements du Zou et des Collines, et au Procureur Général près la Cour suprême pour leurs observations ;

Vu le paiement de la consignation légale constaté par reçu n°2703 du 08 décembre 2003 ;

Vu l'Ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour suprême, remise en vigueur par la loi n°90-012 du 1^{er} juin 1990 ;



[Signature]

[Signature]

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Conseiller Eliane R. G. PADONOU en son rapport ;

Où l'Avocat Général Clémence DANSOU - YIMBERE en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

En la forme

Considérant que la recevabilité de la demande de sursis n'est soumise à aucune condition de délai ;

Qu'il y a lieu de déclarer recevable le recours de Monsieur FANOU K. Pierre aux fins de sursis à l'exécution de l'arrêté n°4/167/PDZ/SG-SAP du 03 novembre 2003 par lequel le Préfet du zou a constaté sa destitution, ledit recours ayant été précédé d'une demande en annulation pour excès de pouvoir de l'arrêté susdit conformément à l'article 73 alinéa 1^{er} de l'Ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 déjà citée ;

Au fond

Considérant que le requérant expose qu'à la demande de huit conseillers communaux de voir convoquer le Conseil Communal en session extraordinaire pour le jeudi 30 octobre 2003, en vue du règlement du malaise qui, selon eux, perdure et vicie l'atmosphère de travail qui y règne, il avait signifié son indisponibilité aux intéressés en raison de sa participation à un atelier à Lokossa et leur avait indiqué dans la même correspondance datée du 28 octobre 2003, qu'il souhaite voir cette question débattue au point des divers lors de la session extraordinaire qu'il a lui-même déjà convoqué pour le mercredi 29 octobre 2003, à partir de 09 heures ;

Que sur insistance des huit conseillers, le conseil communal s'était alors réuni le 30 octobre 2003 ; (cf. correspondance en date du 29 octobre 2003 enregistrée le même jour au secrétariat de la commune sous le n°797) ;

Qu'au démarrage des travaux de la session, les conseillers ont déclaré qu'ils voulaient en réalité le soumettre à un vote de confiance qui devrait aboutir à sa destitution, cette déclaration était accompagnée d'une motion de défiance ;





Que faute de consensus sur le report de cette session, il fit lever la séance et clôtura la session à 12 heures 15 minutes le même jour et ce en usant des prérogatives que lui confère le règlement intérieur en son article 29 ;

Que les conseillers ont, sans son autorisation, poursuivi la séance le même jour puis le lendemain 31 octobre 2003 ;

Que le 31 octobre 2003 déjà il avait pris les dispositions pour saisir le Tribunal de première instance d'Abomey et la Chambre Administrative de la Cour suprême avant 17 heures, ayant compris que le Préfet des départements du Zou et des Collines se trouvait au cœur des manœuvres et manipulations devant conduire à sa destitution ;

Que revenu de Lokossa le 1^{er} novembre, il reçut l'information selon laquelle son premier adjoint GOUNDJO V. H. Gaston aurait, en sa qualité de secrétaire de séance, passé un message-radio au Préfet le 31 octobre à la fin de l'heure ;

Que ce message-radio n°4E/051/CAB-MCC du 31 octobre 2003 dont il prit photocopie à la station radio, fait au Préfet un compte-rendu des travaux de la session extraordinaire ;

Que ce message-radio passé de 18 heures 54 minutes à 19 heures 04 minutes était rédigé en des termes mensongers et diffamatoires ;

Qu'il y est fait allusion notamment à la durée de la session, à l'abandon des travaux par le maire, au retrait de la confiance au maire par dix voix pour et zéro contre ;

Que le 03 novembre 2003, il a fait passer au Préfet des départements du Zou et des Collines deux messages-radio, le premier n°4 E/052/CAB-MCC de 08 heures 20 minutes à 08 heures 25 minutes pour dire à l'autorité de tutelle que, contrairement au compte-rendu qui lui a été adressé, il s'est bien conformé aux dispositions de l'article 29 du règlement intérieur et pour lui rendre compte de la saisine de la juridiction compétente ;

Que le deuxième passé entre 08 heures 32 minutes et 08 heures 41 minutes dénonçant la violation par Monsieur GOUNDJO V. H Gaston des règles de déontologie administrative doublées d'infractions pénales ;

Que curieusement, c'est ce même jour du lundi 03 novembre que le Préfet prend l'arrêté n°4/167/PDZ/SG-SAP pour constater sa destitution ;



[Signature]

88

Qu'il en a reçu notification et relevé qu'il vise entre autres, "un procès – verbal de délibération du Conseil Communal de Covè en sa session extraordinaire tenue les 30 et 31 octobre 2003 ;

Que l'arrêté prévoit en outre que le premier adjoint assurera l'intérim et que l'élection du nouveau maire interviendra dans un délai de quinze (15) jours en application des textes en vigueur ;

Que la déception tant pour lui-même que pour ses proches est grande, l'acharnement des conseillers à obtenir sa destitution étant suicidaire ;

Que par les agissements des intéressés, ils ont, ses proches et lui, subi des préjudices immenses d'ordre moral et psychologique ;

Qu'il ne saurait enfin rattraper les promesses d'emplois qu'il a abandonnés sans espoir de reprise après avoir choisi de servir sa localité ;

Qu'il sollicite de la Cour qu'il soit sursis jusqu'à l'arrêt définitif sur le recours introduit par lui au principal, à l'exécution de l'arrêté n°4/167/PDZ/SG-SAP du 03 novembre 2003 ;

Considérant que le requérant développe cinq moyens à l'appui de son recours :

- le premier moyen tiré de l'application inexacte des articles 60 et 43 régissant les modalités de vacance de poste et de cessation des fonctions de maire ;
- le deuxième tiré de la violation de l'article 33 de la Loi n°97-029 du 15 janvier 1999 portant organisation des Communes en République du Bénin, en ce que le Secrétaire de séance Monsieur GOUNDJO V. H. Gaston a, en lieu et place du maire, président du Conseil Communal, rendu compte des travaux de la session au Préfet, autorité de tutelle ;
- le troisième moyen tiré de la violation des droits de la défense ;
- le quatrième moyen tiré du faux et l'usage de faux ;
- le dernier moyen fait état de ce que la prise de l'arrêté attaqué relève de l'arbitraire, du règlement de compte ;

Considérant que l'article 73 alinéa 2 de l'Ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême dispose :





« le sursis à l'exécution ne peut être accordé que si les moyens invoqués paraissent sérieux et si le préjudice encouru par le requérant est irréparable »

Qu'il en découle que le sursis à l'exécution d'une décision administrative ne peut être prononcé par la Haute Juridiction qu'exceptionnellement et à la double condition que les moyens invoqués paraissent sérieux et que le préjudice encouru soit irréparable ;

Considérant que le requérant sollicite qu'il soit sursis à l'exécution de l'arrêté querellé motif pris de la violation des articles 33, 43 et 60 de la Loi n°97-029 du 15 janvier 1999 portant organisation des Communes en République du Bénin ;

Considérant qu'il apparaît à la lecture du dossier que les moyens invoqués par le requérant sont sérieux ;

Considérant par contre qu'il ne résulte point de l'analyse des éléments du dossier que les préjudices encourus par le requérant du fait de la destitution dont il est l'objet, sont irréparables ;

Considérant que les dispositions de l'article 73 précité ayant prescrit deux conditions cumulatives quant à l'octroi du sursis, il s'en suit qu'en l'absence de l'une des conditions requises par la loi, la mesure de sursis ne doit être accordée ;

Considérant qu'en l'espèce, les préjudices dont se prévaut le requérant ne présentent pas un caractère irréparable ;

Qu'il y a lieu en conséquence de rejeter la demande de sursis et de mettre les frais à la charge du requérant ;

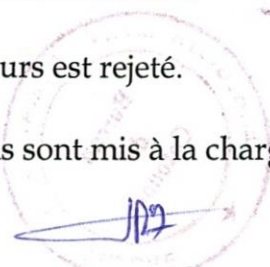
Par ces motifs

Décide

Article 1^{er} : Le recours aux fins de sursis à l'exécution de l'arrêté préfectoral n°2003-4/167/PDZ/SG/SAP du 03 novembre 2003 introduit par Monsieur FANOU K. Pierre est recevable.

Article 2 : Ledit recours est rejeté.

Article 3 : Les dépens sont mis à la charge du requérant.



88

Article 4 : Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur Général près la Cour Suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Chambre Administrative de la Cour Suprême étant composée comme suit :

- Jérôme O. ASSOGBA, Conseiller à la Chambre Administrative ;
Président

- Eliane PADONOU

- Vincent DEGBEY

Conseillers

Et prononcé publiquement les jour, mois et an que dessus en présence de :

- Clémence YIMBERE DANSOU, Avocat Général ;
Ministre Public

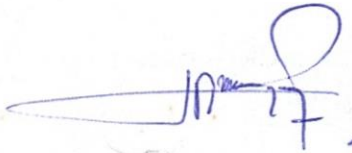
Et de Me Geneviève GBEDO, Greffier.

Et ont signé

Le Président

Conseiller-Rapporteur

Le Greffier



Jérôme O. ASSOGBA



Eliane R. G. PADONOU



Geneviève GBEDO

AE = 2000
Enregistré à Cotonou le 21/08/06
Fo 21
Reçu 3978-
deux mille francs.
L'Inspecteur de l'Enregistrement




Antoinette L. AGO